

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

Montpellier-de-Médillan

code INSEE : 17244

686 habitants

Communauté de communes de Gémozac et de la Saintonge Viticole



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W241) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 8 feuilles agrafées en haut à gauche.

Couverture AMF couleur.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

Ouvert le 26 décembre 2018.

Reçu à la préfecture le 8 avril 2019.

8 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Préambule : Dommage que ce soient les violences, que nous condamnons, qui ont fait écouter et réagir nos dirigeants !!!! ...

Le train pour les déplacements plus longs est un recours à la voiture : malheureusement la France a développé des TGV vers Paris et délaissé les lignes dites secondaires : mais ces lignes sont vitales pour nombre d'usagers mais abandonnées ou dans un état pitoyable : sans parler du coût important d'un trajet en train:

NANTES-BORDEAUX : 5 H de trajet contre 2H BORDEAUX-PARIS

SAINTES-BORDEAUX : beaucoup d'usagers prennent le train pour se rendre à Bordeaux et évitent ainsi les embouteillages.

BORDEAUX-LYON : ligne abandonnée : il est très difficile de se rendre à Lyon par le train en partant de Bordeaux, il faut passer par Paris ou Montpellier.

LIMOGES-LYON : la ligne n'existe plus.

RIC : référendum d'initiative citoyenne
SMIC 1300 net
Revenu mini
Revenu sous les ans
Retour i SF
Fin TAXE carburant et hausse de taxe
STOP à la création de taxe
Fin TAXE d'habitation
Augmentation des allocations handicapés, femmes seules avec enfants
Plus de SDF

Il est nécessaire de réformer l'Europe car il y a trop de disparités entre les états membres

Ne plus accueillir de migrants car nous ne sommes pas en mesure de loger décemment la population déjà présente

Les travailleurs détachés doivent acquitter les charges sociales dans le pays où ils travaillent sauf pour des missions ponctuelles inférieures à un mois

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Dactylographié, 33 lignes, 317 mots

Préambule. Dommage que ce soient les violences, que nous condamnons, qui ont fait écouter et réagir nos dirigeants !!!!...

GOUVERNANTS ET REPRÉSENTANTS (en fonction et anciens) :

- Réduire leur nombre, celui de leurs collaborateurs et leurs frais.
- Leur faire faire des stages sur le terrain (entreprises, associations, établissements scolaires et hospitaliers, ruralité...) pour connaître la vraie vie.
- Supprimer les avantages qui n'ont pas d'équivalents dans le reste de la société civile (avantages divers, retraites, etc.).
- Revoir le calcul de leurs retraites.

ÉLECTIONS.

- Rendre le vote obligatoire.
- Comptabiliser les bulletins blancs, pour que les résultats soient représentatifs (quorum).

CITOYENNETÉ

- Imposer le principe d'équité comme base fondamentale des lois.
- Réduire les délais de publications des décrets d'application.
- Créer des instances de débat, nationalement, régionalement ou localement et informer des résultats.
- Favoriser l'accès aux documents administratifs.

SOCIAL

- Prévoir un SMIC et un minimum social permettant de vivre dignement.
- Réduire l'échelle des salaires dans l'entreprise ou l'administration de 1 à 20.
- Prendre en compte l'expression des « corps intermédiaires » dans les projets et soutenir leurs actions (syndicats, associations...).
- Revoir à la hausse les seuils de calcul pour l'accès aux différentes aides : CAF, RSA, etc.
- Construire une vraie Europe sociale.

MOBILITÉ/LOGEMENT

- Revoir les transports publics pour limiter au maximum l'utilisation des transports individuels.
- Adapter les limitations de vitesse à la dangerosité des routes.
- Améliorer l'entretien du réseau routier.
- Permettre à chacun de vivre dans un logement décent respectueux des indispensables économies d'énergies.

ÉCONOMIE/FISCALITÉ

- Répartir équitablement les bénéfices des entreprises entre salariés, investissements et actionariat.
- Soumettre tous les revenus à l'impôt ; vérifier le réinvestissement des économies d'ISF.
- Harmoniser la fiscalité au niveau européen.

**Que ces propositions préservent LIBERTÉ - ÉGALITÉ et FRATERNITÉ et renforcent
SOLIDARITÉ - LAÏCITÉ et DÉMOCRATIE**

Résumé de propos recueillis par une habitante de Charente-Maritime

2. Dactylographié, 13 lignes, 163 mots (homme)

Doléances de [Prénom NOM, Adresse]

- Rétablir les retraites et rembourser ce qui a été escroqué (on ne change pas les règles du jeu en cours de partie). Supprimer 2/3 des députés et des sénateurs et 3/4 des assistants parlementaires.
- Rétablir l'ISF ou créer son équivalent.
- Diminuer de 50 % les salaires, émoluments et avantages divers des ministres et de leurs conseillers, des députés et des sénateurs et de leurs assistants.
- Faire un sérieux ménage dans les structures régionales, départementales, intercommunales, cantonales.
- Remettre le prix de vente du gas-oil en fonction de son coût et non pas selon le prix de l'essence.
- Installation de panneaux solaires sur toutes les toitures des bâtiments publics, des magasins de grande surface, au-dessus des parkings. Ça évitera de toucher aux zones forestières.
- Fermons des aéroports qui ne satisfont que l'égo de quelques maires ou députés... et rendons ces surfaces à l'agriculture. Cela évitera des pratiques intensives et des consommations de produits chimiques hautement nocifs.

[Manuscrit] Montpellier-de-Médillan

Le 07.01.2019

[Signature]

3. Dactylographié, 30 lignes, 391 mots

DOLÉANCES – 08/01/2019

L'énergie nucléaire : la majorité des Français est pour une sortie rapide du nucléaire. Après 40 ans de "service", des milliards engloutis, des malfaçons qui peuvent mettre en cause la sécurité, l'énergie nucléaire doit cesser au plus vite. Cette énergie nous coûte des milliards, notamment pour la sécurité et elle produit des déchets de plus en plus nombreux, impossibles à stocker et radioactifs des milliers d'années.

Depuis trop d'années, le nucléaire bénéficie d'une "omerta" sur les dangers, son coût exorbitant et une électricité subventionnée par l'État.

La France doit rattraper son retard pour le développement des énergies renouvelables : 16 % de production contre 30 % dans l'Union européenne.

Les véhicules électriques ne sont pas la panacée, d'autres pays ont fait le choix de voiture à hydrogène ; il ne pourra y avoir qu'une seule énergie mais plusieurs diversifiées sur tout le territoire : éolien, photovoltaïque, hydrolien, biogaz, etc.

Le train pour les déplacements plus longs est un recours à la voiture : malheureusement la France a développé des TGV vers Paris et délaissé les lignes dites secondaires ; mais ces lignes sont vitales pour nombre d'usagers mais abandonnées ou dans un état pitoyable, sans parler du coût important d'un trajet en train :

NANTES-BORDEAUX : 5 h de trajet contre 2 h BORDEAUX-PARIS.

SAINTES-BORDEAUX : beaucoup d'usagers prennent le train pour se rendre à Bordeaux et évitent ainsi les embouteillages.

BORDEAUX-LYON : ligne abandonnée ; il est très difficile de se rendre à Lyon par le train en partant de Bordeaux, il faut passer par Paris ou Montpellier.

LIMOGES-LYON : la ligne n'existe plus.

Côté transports, l'avion *low cost* est moins cher que le train pour se rendre dans des villes françaises, BORDEAUX-LYON par exemple. Les compagnies à bas coûts devraient être plus taxées et le coût d'un trajet en train moins cher.

Le numérique fait sans doute baisser les coûts des services de l'État ou autres, mais exclut bon nombre de personnes qui n'y ont pas accès ; tout est en ligne : la carte grise, la retraite, les assurances, la banque etc., une façon de déshumaniser la société et d'exclure beaucoup de personnes.

L'EUROPE s'est construite sur la base d'un marché commun et d'une monnaie commune ; il faudrait maintenant que le social et l'environnement soient une priorité afin de mettre tous les pays au même niveau.

[Signature]

4. Dactylographié, 20 lignes, 213 mots

Réformer le millefeuille administratif.

Introduire la proportionnelle pour une meilleure représentation de la population.

Reconnaître le vote blanc.

Plus de transparence sur l'emploi de l'argent public.

Taxer les GAFA.

Regarder l'utilité des différents conseils (CNDP, CESE, etc.).

Réduire les privilèges des anciens présidents de la République ainsi que des anciens élus.

Plus de décentralisation donc plus d'équité entre les villes et les territoires ruraux ; il faut développer le haut débit partout car trop de zones blanches encore.

Le référendum d'initiative citoyenne pour les questions non régaliennes.

Il est nécessaire de réformer l'Europe car il y a trop de disparités entre les États membres.

Ne plus accueillir de migrants car nous ne sommes pas en mesure de loger décemment la population déjà présente.

Les travailleurs détachés doivent acquitter les charges sociales dans le pays où ils travaillent sauf pour des missions ponctuelles inférieures à un mois.

Attribuer le CICE que pour les petites et moyennes entreprises (pas celles du CAC 40).

Indexer les retraites sur l'inflation.

Plus de justice sociale, ne plus voir de SDF dans la rue, et plus d'aide pour les étudiants.

Faire en sorte que les agriculteurs puissent vivre de leur travail.

Favoriser une agriculture raisonnée et non au développement des fermes usines.

Favoriser le ferroutage car bien moins polluant.

5. Manuscrit, 5 lignes, 37 mots

- Former les maires et conseillers à un minimum d'écoute et de recueil d'avis et propositions dans leur domaine de compétence. La commune est le 1^{er} échelon de la démocratie et ils ne remplissent pas ce rôle.

6. Manuscrit, 20 lignes, 145 mots (femme)

M^{me} [NOM Prénom, Adresse]

- CICE, oui, mais pour les petites et moyennes entreprises (pas pour aider les très grosses entreprises qui font des bénéfiques et pourtant licencient, ex : Carrefour).
- Aider les agriculteurs et viticulteurs à sortir des pesticides.
- Revaloriser les transports en commun et le fret ferroviaire.
- Retour au 90 [km/h].
- Les laboratoires pharmaceutiques doivent être au service des malades et non de la finance.
- Impôts : faire la chasse aux petits et gros fraudeurs.
- Ne plus vendre d'armes aux pays qui exploitent et massacrent des innocents, ex : Arabie Saoudite. Soutenir les pays en voie de développement en contrôlant l'utilisation des allouées par l'UE.
- Plus de poisons pour nos enfants : perturbateurs endocriniens ou autres... (M. Le Maire et le E171). Quel avenir pour nos enfants ? (pollution, eau, terre, alimentation, faune...)
- Prise en compte des bulletins blancs.

7. Manuscrit (feuille de cahier grands carreaux collée), 15 lignes, 95 mots

RIC : référendum d'initiative citoyenne.

SMIC, retraite : mini 1300 nets. Revalorisation des salaires et retraites tous les ans.

Retour ISF.

Fin TAXE carburant et hausse de taxe.

STOP à la création de taxes.

Fin taxe d'habitation.

Augmentation des allocations handicapés, femme seule et avec enfants.

Plus de SDF.

Pas de prélèvement à la source.

Fin des indemnités présidentielles à vie, également députés.

Trop [de] députés, sénateurs, conseillers, etc.

Fin des avantages de toutes natures pour tous élus et conseillers.

Vote mi-mandat présidentielle : pour ou contre fin de de mandat.

Retour limitation 90 km/h.

8. Manuscrit, 5 lignes, 38 mots

Plus de moyens humains et financiers pour la prise en charge des enfants placés dans les foyers de l'enfance et après leur majorité.

Des centres adaptés à chaque handicap pour les enfants porteurs de handicaps quels qu'ils soient.

[FIN]